

LES « FRANÇAIS RUSSES » À MOSCOU EN 1812 IMAGES DE L'ENNEMI ET DESTIN D'UNE
COMMUNAUTÉ D'ÉMIGRÉS

Author(s): VLADISLAV RJÉOUTSKI

Source: *Revue des études slaves*, Vol. 83, No. 4, 1812, la campagne de Russie : Histoire et
représentations (2012), pp. 945-959

Published by: Institut d'études slaves

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/43272229>

Accessed: 29-07-2015 22:13 UTC

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



Institut d'études slaves is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue des études slaves*.

<http://www.jstor.org>

**LES « FRANÇAIS RUSSES » À MOSCOU EN 1812
IMAGES DE L'ENNEMI
ET DESTIN D'UNE COMMUNAUTÉ D'ÉMIGRÉS**

PAR

VLADISLAV RJÉOUTSKI

Université de Bristol

D'après la tradition établie *a posteriori*, les étrangers de Moscou auraient été les seuls (éventuellement avec les vieux-croyants de Rogojskoïe et de Preobrajenskoïe) à ne pas abandonner la capitale à l'approche de Napoléon. On peut donc s'étonner de trouver dans les listes des marchands ayant généreusement contribué à l'effort de guerre russe une dizaine de noms français. Louis Meyssonnier, Ysarn de Villefort, Lebours, Jean Gautier offrent chacun 1 000 roubles, M^{me} Aubert-Chalmé 1 500 roubles, Jean Bouvat, Maurice Allart, Alexandre Demoncy et Alexandre Prévot chacun 500 roubles, Vénédict Pierling 4 000 roubles, etc.¹. Pourquoi les « Français russes », comme ils seront dénommés par les soldats de la Grande Armée, sacrifièrent-ils des sommes si importantes pour favoriser la réussite des Russes et empêcher le succès de Napoléon, empereur victorieux et homme de guerre imbattable ?

Dans cet article, nous essaierons de comprendre comment l'image de l'ennemi a influencé les destinées de cette communauté à l'un des moments cruciaux de son existence et dans quelle mesure le degré d'intégration des émigrés français dans la société russe peut expliquer le destin de cette communauté pendant et après l'occupation de Moscou par Napoléon. Nous évoquerons d'abord la situation politique dans les années précédant la guerre et au tout début des hostilités pour montrer la position difficile des Français résidant en Russie. Dans un deuxième temps, en nous fondant à la fois sur des sources officielles et mémorielles, nous décrirons l'occupation de Moscou telle qu'elle fut vécue par la communauté française de cette ville.

1. P. Ščukin, *Бумаги, относящиеся до Отечественной войны 1812*, Moskva, 1897-1903, *passim*.

Parallèlement, nous découvrirons un nouvel aspect de l'image de l'ennemi pendant cette période cruciale pour la conscience nationale russe.

*
* *

Les années précédant la campagne de Russie peuvent être considérées comme une phase préparatoire. Quand, au début de 1806, un embargo fut imposé sur les bateaux russes dans les ports de France et que les marchandises que ces bateaux transportaient furent mises en vente, le gouvernement russe répondit par des mesures immédiates. Le 28 janvier, le prince Adam Czartoryski, alors ministre des Affaires étrangères russes, s'adressa officiellement au consul général de France Lesseps pour le prévenir que l'empereur russe disposait des moyens nécessaires pour défendre ses sujets, il suffisait de se souvenir des nombreux Français vivant dans l'empire de Russie, des capitaux et des biens immobiliers qu'ils possédaient². Les diplomates français à Saint-Pétersbourg, voyant que la situation des ressortissants français en Russie était directement liée aux relations entre les deux pays, demandèrent à Paris de résoudre le problème de l'embargo sans léser la Russie³. Les bruits de possibles représailles contre les Français installés dans l'Empire russe se répandirent et quelques Français décidèrent de retirer leurs capitaux des banques russes⁴. Le 30 août 1806, un manifeste fut signé, dans lequel l'état des relations entre la France et la Russie était ainsi dépeint : la Russie était prête à négocier, mais ne pouvait pas faire plus de concessions à la France ; l'état de ses alliés et l'envie du gouvernement français de « se répandre » rendaient les perspectives de guerre très réelles, ce qui se reflétait dans le titre du manifeste (*Sur la guerre prochaine avec la France*)⁵. Le 28 novembre, le Sénat reçut un oukase⁶ qui prévoyait des mesures de rétorsion telles que l'interdiction faite aux bateaux de la France et de ses alliés d'entrer dans les ports russes, la suspension du traité de commerce franco-russe, l'extradition des diplomates et agents français de Russie ainsi que l'expulsion de tous les sujets de la France et de ses alliés (les ressortissants de Hollande, de Gênes et de Naples). Étaient exclus de ce nombre tous ceux qui consentaient à prêter serment que, tant que la guerre continuerait, ils n'auraient aucune communication, directe ou indirecte, avec des sujets de ces pays. Tous ceux qui décidaient de se faire naturaliser en Russie « pouvaient rester tranquilles

2. Cf. Archives des Affaires étrangères, Paris (*infra* – MAE Paris), Corr. politique, Russie, t. 145, p. 3 v°.

3. *Ibid.*, p. 8-8 v°.

4. *Ibid.*, p. 14.

5. « О предстоящей войне с Францией », manifeste du 30 août 1806, *Полное собрание законов [infra – ПСЗ]*, Sankt-Peterburg, 1830, t. 29, n° 22256.

6. L'oukase du 28 novembre 1806, *ПСЗ* 29, n° 22371.

sous la protection des lois ». Les noms de ceux qui prêtaient serment et qui devenaient des sujets russes devaient être publiés dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg. Des commissions spéciales furent instituées à cet effet, car le serment devait être prêté dans un délai de huit jours. La pression sur les Français était forte et beaucoup acceptèrent de se faire naturaliser⁷. C'est à ce moment que beaucoup de Français de Moscou prirent la nationalité russe. Quelques années plus tard, ils disaient qu'ils y avaient été contraints⁸. À partir de 1806, pour pouvoir rester domiciliés à Moscou, les étrangers non naturalisés devaient obtenir deux fois par an un titre de séjour⁹.

Les circonstances politiques justifiaient sans doute des mesures aussi sévères. Mais le même oukase mentionnait aussi les ressortissants français qui vivaient en Russie sous la protection des lois russes et qui, d'après le texte, abusaient de l'hospitalité du pays qui les avait accueillis¹⁰. Dans les années précédant cette mesure, les étrangers et les Français en particulier étaient déjà devenus la cible d'attaques des élites marchandes russes. Dès 1805, les marchands de Moscou avaient adressé à l'empereur une supplique dans laquelle ils attiraient son attention sur les étrangers qui avaient le droit de faire du commerce à Moscou et dans d'autres villes à condition de s'inscrire en tant qu'« hôtes étrangers », règle que certains ne respectaient pas. Les étrangers étaient accusés de profiter des biens des Russes, d'être indignes du titre de marchands, d'être inutiles ou même dangereux non seulement pour les marchands russes mais pour l'État russe dans son ensemble, car ils contribuaient à augmenter le « luxe dispendieux » grâce à toutes les marchandises « inutiles » mais chères qu'ils apportaient en Russie, etc. Les marchands moscovites promettaient de fournir à la société russe toutes les

7. Archives centrales historiques de Saint-Pétersbourg (CGIA Saint-Pétersbourg), F. 781 (Assemblée des députés de la ville), op. 4, ed. xr. 60. Ce dossier contient les noms d'environ 600 étrangers pétersbourgeois, essentiellement français, ayant pris la nationalité russe.

8. Voir le dossier sur les enfants de François Goutte qui prit la nationalité russe en 1806. Comme les papiers sur la naturalisation des étrangers brûlèrent à Moscou en 1812, plusieurs marchands français ayant aussi pris la nationalité russe, signèrent un acte attestant que Goutte se naturalisa seul, sans enfants et que, partant, ses enfants étaient français. MAE Nantes, vice-consulat de Moscou, 1827 (ces papiers ne sont pas reclassés).

9. En voici un exemple : « Билет № 42 данный из Московской Управы Благочиния для свободного прожития от нижеписанного числа на 6 месяцев иностранке, которая именуется: Eulalie Chalmé, подданная Франции, сословием: бывшая надзирательница в Смольном девичьем монастыре, а ныне жена фабриканта, упражнением: никакого, живет при муже. Подпись ее руки: Eulalie Chalmé. Предъявительница сего, по силе Высочайшего указа 1806 г. ноября 28 дня, в Комиссии для разбора иностранных являлась в городе Москве. Билет сей возобновлен в Москве 1811 году июня 3-го дня. Дан вместо прежнего, полученного в 1810 г. под № 106. Московский обер-полицмейстер Ивашкин. » (Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 61).

10. MAE Paris, Corr. politique, Russie, t. 145, p. 140.

marchandises dont elle pouvait avoir besoin¹¹. Ils demandaient d'interdire aux étrangers et aux « hôtes étrangers » d'autres villes de commercer à Moscou ; les marchands étrangers devaient vendre leurs marchandises seulement dans les ports russes et seulement en gros. On retrouve là le vieux protectionnisme des marchands russes qui avaient lutté dès le XVII^e siècle contre l'ouverture de leur marché, comme en témoigne le « Nouveau code de commerce » de 1667. Dans leur lettre, les Russes mentionnaient avec indignation les rues remplies de magasins et de boutiques étrangers, allusion non équivoque à la rue du Pont-des-Maréchaux-Ferrants (Kuzneckij most), centre du commerce français à Moscou. Un autre sujet de mécontentement des marchands russes était la participation des femmes au commerce : celle qui personnifiait le commerce français à Moscou était en effet Marie-Rose Aubert-Chalmé. Cette millionnaire qui possédait un célèbre magasin de mode à Moscou était connue comme « Ober-šelma », ce qui signifie en russe « coquine en chef ». Il est vrai aussi qu'on découvrait souvent de la contrebande dans les magasins des étrangers à Moscou¹².

Presque tous les vœux des commerçants russes de Moscou furent exaucés. Le manifeste du 1^{er} janvier 1807 sur de nouveaux avantages accordés aux commerçants limitait sensiblement les droits des commerçants étrangers et les poussait de fait à prendre la nationalité russe¹³. Les commerçants étrangers devaient en effet souvent se faire naturaliser pour pouvoir avoir un commerce de détail. Il arrivait que les marchands se fassent naturaliser seuls, sans leurs familles, comme le fit M^{me} Aubert-Chalmé qui prit la nationalité russe uniquement pour elle, pas pour ses enfants.

Alexandre I^{er} suivit cette politique même après s'être allié à Napoléon. Le 2 février 1810, tous les artisans étrangers des deux capitales furent lourdement imposés¹⁴. Fin juin 1812, l'empereur adressa au Sénat son oukase qui interdisait aux « femmes étrangères célibataires » de s'inscrire dans les guildes marchandes même quand elles prenaient la nationalité russe¹⁵. Au mois d'avril, trois personnes d'origine étrangère, dont deux Français, Nicolas Étienne, qui avait déjà pris la nationalité russe, et un certain Guéraud (?) furent arrêtés, pour avoir prononcé des « paroles osées et indécentes » sur la Russie. Il fut décidé que, « dans les circonstances présentes », il fallait reléguer Guéraud (?) en Sibérie et surveiller attentivement Étienne, qui fut autorisé

11. *История Московского купеческого общества : словесно-общественная деятельность купечества в XIX в.*, Moskva, 1914, part. 2, t. 1, p. 37-39.

12. *Ibid.*, p. 40.

13. *ПСЗ* 29, n° 22480.

14. *Систематический свод законов Российской Империи*, t. 1-6, Sankt-Peterburg, 1818, t. 6, p. 42.

15. *ПСЗ* 32, n° 25168, oukase du 28 juin 1812.

à rester à Moscou, probablement parce qu'il travaillait comme précepteur chez le prince Kol'cov-Masal'skij et que son employeur intercédait pour lui¹⁶.

Les étrangers et surtout les Français s'inquiétèrent du tour que prenaient les événements. Au mois de mai et de juin 1812 plusieurs Français dont Louis Armand Domergue, régisseur du théâtre français de Moscou, demandèrent des passeports pour quitter la Russie, principalement par la Suède, mais beaucoup, dont Domergue, ne les reçurent pas¹⁷.

Le directeur de la police de Moscou, Ivaškin, et le gouverneur-général de Moscou, le comte Rostopčïn, avaient contracté la manie du contre-espionnage. Arrivèrent à cette époque à Moscou trois marchands suisses et, le 3 juin, le comte Rostopčïn ordonna de les surveiller « très attentivement¹⁸ », parce qu'on les soupçonnait d'être des espions français. Le 12 juillet 1812, Rostopčïn donna l'ordre de recenser tous les étrangers à Moscou et dans la province de Moscou¹⁹. Il n'agissait pas de lui-même, mais exécutait l'ordre donné par l'empereur le 9 juillet, qui prévoyait de recenser tous les étrangers dans l'empire et d'expulser ceux qui pouvaient être soupçonnés de manquer de loyauté (*neblagonadežnyj*), ce qui ouvrait bien sûr un vaste champ à toutes sortes d'abus²⁰. Jean François fut arrêté à Toula parce qu'il n'avait pas les papiers requis pour pouvoir rester en Russie, il fut amené à Moscou et interrogé par la police, mais il s'avéra qu'il avait déjà pris la nationalité russe²¹.

Le 27 juillet, eut lieu un événement dont la nouvelle se répandit vite dans l'ancienne capitale. Le cuisinier du comte Rostopčïn, un dénommé Théodore Arnaud Tournay, pour avoir dit « notre empereur » à propos de Napoléon (ce qu'il niait), reçut sur l'ordre du comte vingt coups de fouet et fut immédiatement exilé à Tobolsk²². Après la guerre, les Français de Moscou se rappelaient toujours cet événement²³. Augustin Ladrague, peut-être instruit par des Français qui avaient vu de leurs propres yeux la punition de Tournay, la décrivit ainsi : « Conduit sur la place Rouge, il fut déshabillé,

16. Ščukin, *op. cit.*, t. 1, p. 118-120.

17. Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 121-122.

18. « Иметь за ними строгий надзор » (Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 59-60).

19. Nous ne disposons pas de ces listes. Voir Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 67-68.

20. Ščukin, *op. cit.*, t. 4, p. 235-236. Le procureur en chef du Sénat, en voyant d'ailleurs la liste des employés de son établissement nés en Russie de parents étrangers, écrivait qu'il ne pouvait pas répondre de leur loyauté dans le futur !

21. Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 62-63.

22. Tournay était né en Belgique. Il a passé une partie de son exil à Perm et l'autre à Kazan. Finalement, il est resté à Kazan où il ouvrit un magasin de confiserie qui avait du succès. Son épouse le rejoignit à Kazan. Tournay mourut en 1842, à l'âge de 72 ans. Voir *Русский архив*, 1869, p. 1401 et suiv. ; 1875, t. 2, p. 396-398 ; Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 23.

23. Par exemple dans le livre du chevalier Ysarn de Villefort, contemporain de ces événements, *Relation du séjour des Français à Moscou et de l'incendie de cette ville en 1812*, Bruxelles, 1871, p. VIII.

étendu sur le banc et il reçut 25 coups de verge. Dans son costume de travail, il fut acheminé vers la Sibérie²⁴. » On peut imaginer l'état d'esprit des Français qui étaient encore en Russie alors : toutes sortes de bruits se répandaient dans la colonie, les têtes étaient échauffées par le cas de Tournay et, probablement plus encore, plus tard, par l'exécution affreuse de Vereščagin, autre épisode bien connu²⁵. Ces cas n'étaient nullement isolés. Furent également fouettés avant d'être envoyés en Sibérie les étrangers Tocqué (certainement français) et Schneider pour avoir « prêté » que Napoléon déjeunerait à Moscou le 15 août. Pour avoir prononcé des « paroles osées », d'autres étrangers furent relégués, parmi lesquels, d'après les noms, il y avait plusieurs Français²⁶. Ysarn de Villefort en parlant de ce temps utilise dans ses Mémoires l'expression « écouter ses terreurs »²⁷.

L'ordre du prince Georges d'Oldenbourg d'arrêter et d'exiler les ingénieurs français envoyés²⁸ en Russie pour fonder l'Institut du Corps des ingénieurs des chemins de fer²⁹ donna un exemple que le comte Rostopčîn suivit peu après. À la fin du mois d'août, plusieurs dizaines d'étrangers furent arrêtés par les autorités et mis dans une barque³⁰. Beaucoup étaient connus à Moscou, c'était sans doute l'un des critères selon lesquels ils

24. *Ibid.*, note F, p. 58-60.

25. Vereščagin, fils d'un marchand moscovite, traducteur de son état, traduisit pour son propre usage quelques discours de Napoléon qu'il découvrit dans une gazette allemande. L'indiscrétion de ses amis ne permit pas de garder cette traduction secrète. Le comte Rostopčîn prit cette affaire très au sérieux d'autant que quelques francs-maçons de Moscou y étaient mêlés. Vereščagin fut arrêté et interrogé ; quelque temps après, Rostopčîn le livra à la populace rassemblée dans la cour de sa maison et excitée par ses discours patriotiques. Vereščagin fut mis à mort. L'empereur Alexandre I^{er} condamna les décisions du comte Rostopčîn et dédommagea le père de la victime, mais officiellement cette affaire ne fut jamais revue par les autorités. Voir l'étude détaillée de cet épisode dans : V. N. Zemcov, *1812 год : пожар Москвы*, Moskva, 2010.

26. V. P. Fedorov, *Москва в эпоху Отечественной войны : историческая мозаика*, Moskva, 1911, p. 7. Voici les noms cités dans le document en cyrillique : Овернер, Реут, Драголевский, Годфруа, Питинет/Петинет, Паули, Молинье, Беттихер, Файод, Газо, etc. Les documents sur la punition de Petinet : Ščukin, *op. cit.*, t. 1, p. 114-115. On trouve la description de cas similaires dans Ščukin, *op. cit.*, t. 1, p. 151-162.

27. Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p. 2.

28. Selon l'accord conclu avec Napoléon.

29. A. M. Larionov, *История Института Инженеров путей сообщения Императора Александра I за первое столетие его существования : 1810-1910*, Sankt-Peterburg, 1910, p. 45 (je remercie Dmitri et Irina Gouzévitch pour cette indication) ; Ščukin, *op. cit.*, t. 10, p. 463-484.

30. On ne connaît pas le nombre exact des étrangers qui étaient relégués de Moscou à la veille de son occupation. La liste que reproduit dans ses Mémoires le régisseur du théâtre français contient 40 personnes, en grande majorité des Français, cf. Armand Louis Domergue, *la Russie pendant les guerres de l'Empire, 1805-1815 : souvenirs historiques de M. Armand Domergue*, Paris, A. Bertrand, 1835, t. 2, p. 256-257 ; P. Ščukin donne en outre deux ou trois autres noms, *op. cit.*, t. 2, p. 27-28.

étaient choisis par Rostopčîn. Maurice Allart tenait avant la guerre une des meilleures librairies de Moscou. Il était particulièrement lié au théâtre français de Moscou. Furent aussi arrêtés Louis Armand Domergue, régisseur du théâtre français, ainsi que le sous-régisseur, Rhoze. Auguste Semaine n'était probablement pas encore très connu du grand public. Il travaillait à cette époque à l'imprimerie de M. Vsevoložskij. Après la guerre, Semaine aura la réputation d'être un des meilleurs éditeurs russes. Parmi les autres Français embarqués sur le bateau on citera, par exemple, des marchands français installés de longue date à Moscou, comme Goutte ou Demoncy, ou encore Charles Lecointe de Laveau, qui fut d'abord compagnon du libraire Allart et sera connu après la guerre par sa revue, *le Bulletin du Nord*, et par d'autres publications, notamment un *Guide de Moscou*. Six personnes échappèrent à cette mesure car elles étaient absentes de Moscou ou gravement malades³¹.

Une lettre du comte Rostopčîn de l'après-guerre explique en partie son animosité à l'égard des Français. Selon lui, Semaine, tout comme Allart, faisait partie de la « secte des illuminés » et avait essayé à plusieurs reprises de fonder une loge maçonnique à Moscou³², alors que les loges avaient été interdites à la fin du règne de Catherine II. Une autre lettre de Rostopčîn montre que cet argument était probablement le plus important pour lui³³.

Armand Domergue affirme dans son livre qu'à côté de cette barque s'en trouvaient trois autres destinées « aux futurs exilés », mais « l'approche des Français ne permit pas au gouverneur de Moscou de donner suite aux arrestations »³⁴, pourtant, selon les informations officielles, il n'y avait qu'une seule barque. Quand tous les prisonniers furent réunis dans la barque, suivis de leurs femmes affolées, on leur donna lecture de la proclamation composée par le comte Rostopčîn lui-même. Elle disait notamment ceci :

Français, La Russie vous a donné asile, et vous n'avez cessé de faire des vœux contre elle. C'est pour éviter un massacre, et ne pas salir les pages de notre histoire par l'imitation de vos infernales fureurs révolutionnaires, que le gouvernement se voit obligé de vous éloigner. Vous quittez l'Europe ; vous allez en Asie ; vous vivrez au milieu d'un peuple hospitalier, fidèle à ses serments, et qui vous méprise trop pour vous faire mal... : tâchez d'y devenir bons sujets, car vous ne parviendrez point à

31. [Copie du rapport du chef de la police de Moscou au comte Rostopčîn du 25 août 1812,] Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 203.

32. « Француз Семен, употребленный в типографии г. Всеволожского, человек хитрый и умный, принадлежит, так, как и книгопродавец Аллар, к секте иллюминатов. Он покушался много раз завести ложу и, по найденным у него бумагам несколько лет назад, оказался человеком весьма злонамеренным против правительства, но дело сие, способом покровительства, осталось без дальнего следствия. » (В. К. Modzalevskij, *Август Иванович Семен*, Sankt-Peterburg, 1903, p. 5).

33. [Lettre du comte Rostopčîn à l'empereur du 7 juin 1812,] *Русский Архив*, 1875, t. 2, p. 277.

34. Domergue, *op. cit.*, t. 2, p. 258.

l'infecter de vos mauvais principes [...] – Entrez dans la barque [...], rentrez en vous-mêmes, et tâchez de n'en pas faire une barque à [sic] Caron³⁵.

Armand Domergue n'a pas laissé ce texte sans commentaire : « Nous laisserons au lecteur d'apprécier ce pitoyable jeu de mots, la circonstance où l'on employait, enfin le doute, l'alarmante obscurité de ces phrases entortillées³⁶. » Tous les Français embarqués arrivèrent sains et saufs à Nijni-Novgorod, où ils restèrent jusqu'en 1814.

Après la guerre, cette mesure fut souvent expliquée par le désir du gouverneur-général de Moscou d'épargner aux Français la haine de la populace. C'est cette explication que donne par exemple l'auteur d'un guide touristique de Moscou : « Le gouverneur de Moscou, pensant à l'honneur des Russes et ne voulant pas que dans les circonstances extrêmes dans lesquelles se trouvait alors cette ville capitale, le peuple se permette quelque abus, avait décidé de faire sortir par précaution de Moscou quelques Français³⁷. » En août 1812, on ne voyait pas cela de la même façon. Les Français moscovites y virent certainement un acte de vengeance ou une prise d'otages. Après la guerre, dans un ouvrage pourtant loyal envers la Russie, Lecointe de Laveau ne chercha pas d'autres explications aux mesures ordonnées par Rostopčîn et disait que les Russes avaient suivi l'exemple des Français qui avaient arrêté les Britanniques au moment de la déclaration de la guerre contre la Grande-Bretagne. Et c'est bien le mot « otage » que l'auteur utilise pour parler des Français relégués par Rostopčîn³⁸.

Cette mesure n'était pas exceptionnelle : à Saint-Pétersbourg, également en août 1812, plusieurs étrangers, principalement des Français, furent soit expulsés du pays soit relégués dans les provinces intérieures de l'empire. La police dressa une liste de 108 étrangers « suspects » dont dix au moins furent relégués à Kazan, Orenbourg, Tobolsk, Tomsk, presque tous étaient français³⁹.

35. *Ibid.*, p. 259.

36. *Ibid.*, p. 259.

37. Trad. du russe. *Москва, или Исторический путеводитель по знаменитой столице Государства Российского*, Moskva, 1827, t. 1, p. 238.

38. [G. Lecointe de Laveau,] *Moscou avant et après l'incendie*, Paris, 1814, p. 104.

39. « Война 1812 года и русское общество : "Осведомительные письма" тайной полиции », publ. S. N. Iskjul', in *Русско-французские культурные связи в эпоху Просвещения : материалы и исследования*, Moskva, 2001, p. 320-334.

*
* *

L'état d'esprit des Moscovites français à l'entrée des troupes de Napoléon à Moscou pouvait se résumer d'un mot : consternation. Ils avaient en effet bénéficié très longtemps d'une situation relativement aisée à Moscou et craignaient fort de la perdre. Ils voulaient une stabilité qui leur permit de profiter toujours de la bienveillance des Moscovites. Or, plus Napoléon approchait de Moscou, plus on se souvenait que les « Français russes » étaient de la même nation que le « Tamerlan moderne ». La volonté de quelques Français de confirmer par l'argent leur loyauté à l'égard de la Russie est évidente. Mais parmi les Français de Moscou il y avait aussi des émigrés royalistes qui ne pouvaient pas se réjouir en voyant Napoléon s'approcher des murs du Kremlin. Ysarn de Villefort, chevalier de Saint-Louis, à la nouvelle de la retraite des armées russes qui livraient Moscou à Napoléon, était, comme il l'a décrit juste après la guerre, « bien décidé à payer de [sa] personne quand le moment serait venu » et il se mit à « attendre la catastrophe ». Et il ajoutait amèrement : « Une funeste expérience m'a trop appris que celui qui abandonne la patrie la perd ; ce n'était pas le cas d'écouter des terreurs ni de consulter sa propre convenance ; ma place était de rester, je suis resté⁴⁰. » Il est vrai aussi que Villefort écrivit ces lignes alors qu'il connaissait déjà l'issue de la guerre.

On considère que beaucoup d'étrangers restèrent à Moscou pendant l'occupation⁴¹. Plusieurs étaient retenus par des soucis d'ordre matériel, ils voulaient protéger leurs biens contre le pillage, car beaucoup avaient des propriétés souvent importantes à Moscou. Le 30 septembre, Jean Dupont s'adressa aux autorités françaises pour obtenir une attestation qui confirmerait que son magasin avait été pillé et incendié. Le 4 octobre Pierre Duchêne (?), ayant perdu des lettres de change pour la somme de 8 100 roubles, adressa une demande similaire⁴². M^{me} Aubert-Chalmé qui eut un entretien privé avec Napoléon peu après l'entrée des troupes françaises à Moscou, l'implora de lui accorder deux faveurs : assurer l'avenir de ses deux fils⁴³ et la garantir

40. Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p. 2.

41. Cf. A. G. Tartakovskij, « Население Москвы в период французской оккупации 1812 года », *Исторические записки*, n° 92, 1973, p. 356-379.

42. M. V. Клочков, « Муниципалитет и комиссары, учрежденные французами », *Исторический вестник*, 1912, août, p. 601.

43. Qui resteront finalement à Moscou. L'un repartira en France dans les années 1850, ayant été renvoyé du poste de directeur du Lycée théâtral à Saint-Pétersbourg où il avait été nommé grâce à la protection de M. Gedeonov, directeur des théâtres impériaux à l'époque. L'autre restera pour toujours à Moscou. Parmi la nombreuse progéniture de ce dernier, il faut citer le célèbre sculpteur et académicien Aubert.

contre les réclamations des créanciers à l'étranger, étant donné qu'elle se voyait forcée de quitter son commerce et sa maison, tout en ayant pour 270 000 roubles de dettes en Europe et des créances sur les seigneurs russes d'un montant de 540 000 roubles⁴⁴. Mais la raison principale était probablement le sentiment que la guerre était finie, que les Russes l'avaient perdue. Il n'était pas facile de combattre cette idée quand le victorieux Napoléon entra dans l'ancienne capitale des tsars. C'est sûrement cet état d'esprit qui donna aux libraires en vue de Moscou qu'étaient Riss et Saucet l'idée d'organiser en hâte une procession pour remettre les « clés de Moscou » aux autorités françaises.

Les premiers jours de la présence des troupes de Napoléon à Moscou furent affreux pour les Français qui y étaient demeurés. Un terrible incendie commença à se rapprocher du quartier de Loubianka et du Pont des Maréchaux-Ferrants, lieu de résidence de la plupart d'entre eux. Le prêtre français desservant à cette époque l'église française Saint-Louis des Français, l'abbé Surugue, se souvient ainsi de ces jours :

L'incendie de la ville continuait ses ravages ; la Tverskaïa était en feu et avait commencé à embraser la Nikitskaïa ; une partie de la Pakrowka était pareillement en proie des flammes, lorsqu'un vent qui s'éleva du nord-ouest accéléra d'une manière prodigieuse les progrès du feu [...]. Le jeudi 5, le vent qui était directement à l'ouest, continuant à souffler avec la même impétuosité que la veille, porta des nuages de feu de la Sretenka sur toutes les Miestchanskaïa et la Trouba, enveloppa successivement dans le même tourbillon une partie de la Miasnitskaïa [...]. Les infortunés habitants de la Slobode [faubourg des Français – V. R.], poursuivis de place en place par les flammes, furent obligés de se réfugier dans les cimetières situés au-delà de l'hôpital militaire où il ne se croyaient pas même en sûreté. En voyant ces malheureux, la pâleur et le désespoir peints sur leurs visages, au milieu des tombeaux éclairés par le reflet des flammes, on croyait voir autant de spectres sortis de leurs sépulcres. Dans l'église Saint-Louis tout était dans la plus profonde consternation ; tous les malheureux réfugiés dans cette enceinte, paquet à la main et résignés à leur sort, s'étaient présentés chez moi pour recevoir la dernière absolution [...]. L'église de Saint-Louis, qu'une étincelle eût suffi pour dévorer, fut préservée par une protection miraculeuse de la Providence⁴⁵.

En même temps se déroulait le pillage. La nationalité de celui qu'on dépouillait n'avait aucune importance : « Il n'y eut aucune distinction entre le Français et le Russe, l'étranger et le compatriote, tout fut dépouillé de la

44. Les copies de deux lettres envoyées par M^{me} Aubert-Chalmé à Napoléon en 1812 sont conservées à la Bibliothèque nationale de Russie, Manuscrits, fonds 859, carton 6, n° 10, f. 36.

45. A. Surugue, *Mil huit cent douze : les Français à Moscou*, publ. R. P. Libercier, Moscou, L^{ie} F. Tastevin – Lille, Desclée De Brouwer, 1909, p. 34-35.

manière la plus indigne⁴⁶. » Ainsi, Ysarn de Villefort raconte : « ... [un soldat français] se jette sur moi, montre, argent, bottes, on m'enlève tout ; on me donne une mauvaise paire de bottes dans lesquelles je n'entre qu'à moitié mes pieds, et l'on me dit que je suis heureux qu'on me laisse mon sur-tout⁴⁷ ». Quand les malheureux dévoilent leur identité nationale, la réponse la plus fréquente est : « — Je me f... bien que vous soyez Français ; qu'est-ce que vous faites ici ; il n'y a que des f... Français qui ne soient pas avec nous, vous êtes des émigrés⁴⁸. » Ysarn de Villefort se souvient ainsi de ces jours : « On s'abordait sans se reconnaître, tant le malheur avait métamorphosé tout le monde⁴⁹. »

Le prêtre français de l'église Saint-Louis des Français, l'abbé Surugue, était arrivé en Russie à la fin du XVIII^e siècle et avait d'abord séjourné à Saint-Pétersbourg où l'avait invité l'abbé Nicolle, le fondateur d'un remarquable collège privilégié où environ vingt-cinq enfants des plus grandes familles russes étaient éduqués par une équipe d'ecclésiastiques catholiques, presque tous français⁵⁰. L'abbé Surugue était ensuite parti pour Moscou au service du comte A. Musin-Puškin, président du Saint-Synode, qui découvrit le manuscrit du *Dit de l'Ost d'Igor*. Surugue y resta plusieurs années et ses relations avec cette famille étaient empreintes d'une affection profonde⁵¹.

En 1807, il fut élu curé de l'église Saint-Louis⁵². Il mourut à Moscou au mois de novembre 1812. C'était quelqu'un qui connaissait bien la communauté moscovite, et percevait les tensions qui se faisaient sentir avec les Russes depuis 1806-1807. À l'arrivée de Napoléon, Surugue déclina la proposition de partir en France. Il refusa aussi de cesser de mentionner le nom de l'empereur de Russie dans la célébration de la messe. Ces gestes retiennent l'attention. L'abbé ne croyait sans doute pas tout à fait à la fin de la guerre, à la différence de beaucoup de ses compatriotes. Son attitude montre qu'il voulait ménager les intérêts de la communauté française au cas où l'armée russe reprendrait Moscou. Cet espoir ou cette peur, suivant les cas, habitait probablement beaucoup de Français restés dans la capitale.

On pourrait citer de nombreux exemples de tentatives des Français russes d'éviter tout contact avec les autorités d'occupation. Ainsi, le chevalier d'Ysarn raconte dans ses Mémoires une anecdote sur un Français moscovite que les troupes françaises voulaient utiliser comme négociateur et conducteur. « Celui-ci, fort compromis par cette [...] commission tâche de l'éluder

46. *Ibid.*, p. 30.

47. Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p. 21.

48. *Ibid.*, p. 25.

49. *Ibid.*, p. 31.

50. Voir l'abbé Frappaz, *Vie de l'abbé Nicolle*, Paris, 1857.

51. On peut en juger par le résumé de la correspondance de l'abbé avec les membres de cette famille : E. Sosnina-Pucillo, manuscrit des archives personnelles d'Igor Saxarov.

52. Surugue, *op. cit.*, p. 8, préf. du R. P. Libercier, curé de Saint-Louis des Français.

mais c'est en vain [...]. Cette anecdote et mille autres de ce genre ont décidé du sort de beaucoup d'étrangers restés à Moscou ; ils se sont crus compromis par des relations qu'ils n'ont pu éviter, et se sont par ce motif attachés follement à leur parti », conclut le chevalier⁵³. Une autre anecdote du même genre concerne un ouvrier, Claude Huet⁵⁴, employé à l'imprimerie de M. Vsevoložskij, parent de Semaine exilé à Nijni-Novgorod sur ordre de Rostopčîn. Ayant publié des proclamations de l'armée française pendant l'occupation de Moscou, Huet se crut suffisamment compromis pour vouloir suivre les troupes de Napoléon lors de la retraite. Mais pillé dès le premier jour par les soldats, il rebroussa chemin et ne connut pas d'ennuis après le retour des Russes à Moscou.

Peu après l'entrée des troupes françaises à Moscou, le général Montion, chef de l'état-major français, donna l'ordre de trouver un bâtiment convenable pour les Français domiciliés à Moscou. Simultanément, l'ordre fut donné de dresser la liste des habitants français de Moscou, afin qu'on pût requérir leurs services. Au bout du compte, bon gré mal gré, quelques Français moscovites acceptèrent de faire partie de la municipalité que les autorités d'occupation avaient décidé d'organiser à Moscou. Pour nombre d'entre eux, la ration qui était garantie aux membres de la municipalité était la seule possibilité de survivre. Un certain Palange (?), après le pillage de sa maison, passa onze jours avec sa famille « dans les champs ». Presque mort d'inanition, il vint auprès du commandant de la ville pour demander du pain, et on l'adressa à Frédéric de Villers (lecteur de l'université de Moscou et directeur d'un pensionnat éducatif qui accepta le poste de directeur de la police)⁵⁵, « sous l'influence duquel et à cause de la faim » Palange accepta la fonction de commissaire de police. Mersan (?) fut conduit chez Villers escorté par des soldats français et entra dans la municipalité « sous la pression de Villers ». Enfin, Lassan, d'origine française mais venant de Dresde, « est entré au service français en partie en y étant contraint et en partie puisqu'il a été trompé ». Il y avait en tout une vingtaine de Français « russes » dans la municipalité et la police de Moscou.

Certains membres de la municipalité affirmèrent plus tard qu'on les avait forcés à prendre cette fonction en les menaçant de mort. L'historien de l'occupation de Moscou, VI. Zemtsov, est du même avis⁵⁶. Mais ces affirmations sont sans doute inspirées par le désir de se blanchir devant les autorités russes. En réalité, en refusant d'entrer à la municipalité on ne courait pas grand risque. Le 24 septembre Lesseps (ancien consul général de France à

53. Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p. 5-6.

54. Qui fit partie de la police municipale organisée par les Français, mais il paraît qu'il démissionna vite.

55. Villers est un personnage très intéressant, voir sur lui *les Français en Russie au siècle des Lumières*, dir. Anne Mézin, Vladislav Rjéoutski, Ferney-Voltaire, CIEDS, 2011, t. 2.

56. Voir Zemcov, *op. cit.*, p. 52-53.

Saint-Pétersbourg), qui était chargé de former la municipalité, nomma Bourgeois à la place de Labat qui avait donné sa démission. Le 3 octobre Lardalion fit de même⁵⁷. Ysarn de Villefort, témoin de ces événements, confirme que « la municipalité fut nommée avec beaucoup de difficulté, vu les refus continuels des proposés⁵⁸ ». Ces refus même du côté des Français nécessaires témoignent de nouveau d'une certaine appréhension bien ancrée dans la communauté française, qui n'est compréhensible que si nous admettons que ces Français n'excluaient pas absolument la possibilité du retour des Russes. On pourrait aussi naturellement admettre que certains refusèrent la proposition par principe. Considérant la Russie comme leur nouvelle patrie, ils voyaient une trahison dans la collaboration avec leurs compatriotes venus en tant qu'envahisseurs⁵⁹.

En attendant, « soit pour bercer l'armée de chimères, soit pour épouvanter les habitants et par eux la Russie, on répandait le bruit [...] qu'au printemps prochain, l'armée de Bonaparte serait aussi forte et aussi bien montée qu'à son entrée en Russie ». Et le chevalier d'Ysarn continue : « Tous ces sots propos en imposaient à des gens confiants dans la fortune de Bonaparte [...]. D'après toutes ces suppositions, il ne restait plus qu'à chercher son salut près des Français⁶⁰. » Beaucoup y furent amenés par la faim, le dénuement ou la certitude toujours grandissante que la guerre était finie.

Vers la fin de l'automne le bruit courut que l'armée française était sur le point de quitter Moscou. Les autorités françaises assuraient les habitants que Napoléon laisserait néanmoins un corps de quinze mille hommes à Moscou. « Ce n'en fut pas moins un coup de foudre pour tous les gens que leur confiance dans la fortune de Bonaparte avait compromis. Eux et toutes les personnes qui dans tous les temps n'ont jamais pris conseil que de la peur, se crurent perdus s'ils se trouvaient encore [à Moscou – V. R.] à la rentrée des cosaques⁶¹. » Napoléon partit en laissant un petit corps destiné, disait-t-on, à garder Moscou jusqu'au retour des troupes. Il semble que ce mensonge ne rassura pas les étrangers qui se précipitèrent à la suite des troupes françaises. Ceux des Français qui restèrent à Moscou, étaient de l'avis que tous ces malheureux périraient au cours de la retraite. Auguste Ladrage, Français venu à Moscou bien plus tard, dans les années 1840, entendit beaucoup d'histoires sur les tribulations de ces Français : « J'en ai souvent entendu raconter des

57. Kločkov, *op. cit.*, p. 588.

58. Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p. 28.

59. Ainsi, un des exilés par le comte Rostopčïn écrira après la guerre dans la préface de son *Guide de Moscou* : « J'aime à penser que loin d'y voir une production téméraire de la part d'un étranger, on n'y cherchera qu'un monument de sa reconnaissance pour une ville hospitalière où il a rencontré une seconde patrie. » (Charles Le Cointe de Laveau, *Guide du voyageur à Moscou*, Moscou, Imprimerie d'Auguste Semen [Semaine], 1824, p. iv).

60. Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p. 32-33.

61. Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p.36.

épisodes réellement incroyables [...]. Ces souffrances dépassèrent, si c'est possible, celles de nos soldats [i.e. des Français – V. R.]. Quand on pense que cette multitude était en grande partie composée de femmes, d'enfants et de vieillards⁶². »

Furent-ils très nombreux à partir ? La seule source dont nous disposons aujourd'hui sur le départ des étrangers de Moscou avec la retraite de l'armée française est la liste dressée sur l'ordre du comte Rostopčîn après la reprise de Moscou par l'armée russe⁶³. Rien ne garantit qu'elle soit complète. Elle comporte les noms de 71 personnes, enfants compris. Seulement 15 sont expressément appelés Français. Mais en comparant cette liste avec d'autres sources⁶⁴ on peut affirmer qu'environ 50-52 personnes, enfants compris, étaient d'origine française. Parmi eux, Élisabeth Lameret (?), femme d'un maître de danse, qui avait laissé à Moscou sa maison en pierre de 27 pièces, et un petit pavillon de trois pièces ; Jean Peyron (?), marchand d'instruments de musique, qui avait été logé dans la maison de la princesse Barbe Šaxovskoj à laquelle il devait 375 roubles ; Marie-Rose Aubert-Chalmé qui avait laissé sa maison⁶⁵ avec tout le mobilier, effets, quelques livres (et un buste de Napoléon !). L'ensemble fut vendu aux enchères pour 34 892 roubles ; elle avait laissé en outre dans sa maison des papiers de valeur pour un montant de 764 547 roubles. Il y avait parmi les fuyards des marchands et des précepteurs, dont Charles Lissan, l'un des membres de la municipalité. Ce sont, avec Morel, Bourne (?) et Villers, les seuls membres de la municipalité et de la police d'occupation à avoir quitté Moscou avec la retraite de l'armée française. On pourrait penser que logiquement ceux qui s'étaient compromis par des contacts avec les envahisseurs auraient dû les premiers quitter la capitale en suivant l'armée de Napoléon. Or la plupart restèrent sans doute parce qu'ils considéraient leurs fonctions au sein de la municipalité comme plutôt anodines. Elles se résumaient en fait à l'entretien de l'hygiène à Moscou et au soin des habitants qui y restaient.

62. Notes de Ladrague sur le texte d'Ysarn de Villefort, *op. cit.*, p. 36.

63. Ščukin, *op. cit.*, t. 2, p. 35-38.

64. Les recensements publiés par N. Najdenov, la Liste des Français dressée en 1793, les annonces dans le journal *Moskovskie vedomosti*, etc.

65. Ses enfants, après une longue procédure, rentreront en possession de cette maison.

*
* *

Ce fut du moins la raison prise en considération par le Sénat de Russie⁶⁶, qui ne condamna que onze Français (à la relégation en Sibérie ou à l'expulsion du pays), tandis que beaucoup d'autres furent acquittés et libérés⁶⁷. Par la suite, pour certains condamnés la peine fut allégée. Villers, condamné d'abord à l'exil en Sibérie, fut finalement expulsé du pays⁶⁸.

La campagne de 1812 marque la fin de toute une période dans la vie de la communauté française de Moscou. Une fin plutôt tragique dont les causes profondes résident dans la nature même de la colonie française. La communauté était en partie composée de gens qui n'avaient quitté la France qu'à la Révolution et gardaient encore pleinement des attaches culturelles avec leur pays d'origine. Pour les Français résidant à Moscou et membres de la colonie, il était possible à cette époque de garder leur « identité nationale » au cours des générations. Les « Français russes » ne pouvaient donc pas se mettre résolument du côté de leur pays d'accueil : pour nombre d'entre eux, leurs destins et celui de la Russie n'étaient pas alors indissociablement liés. Mais ceux des Français qui habitaient Moscou depuis de longues années quittèrent la ville à l'approche de Napoléon ou, s'ils y restèrent, en règle générale, ne se compromirent pas⁶⁹.

66. Qui est la plus haute juridiction en Russie.

67. Bibliothèque nationale de Russie, Département des manuscrits, fonds 859, carton 6, n° 10, f. 46 et suiv.

68. *Liste des étrangers renvoyés hors les frontières de l'Empire depuis 1812, avec défense d'y rentrer* [s.l., s.d.].

69. Les Larmée, les Dellesalle, les Forceville, les Gautier, les Martin, les d'Horrer, les Laveau etc.